

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 2845

[C - 97/29419]

3 NOVEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au Conseil de participation et au projet d'établissement dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire et organisant l'application des articles 69 et 70 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 69 et 70;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 septembre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 octobre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 3 novembre 1997,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Membres de droit des Conseils de participation dans les établissements organisés par la Communauté française*

Article 1^{er}. Les membres de droit du Conseil de participation dans les établissements organisés par la Communauté française sont désignés dans l'ordre suivant jusqu'à concurrence du nombre déterminé conformément à l'article 69, § 2, alinéa 7, du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre :

1° le chef d'établissement;

2° le directeur de l'école fondamentale annexée ou, s'il échet, le directeur d'une des écoles fondamentales annexées, désigné par le chef d'établissement;

3° l'administrateur de l'internat annexé;

4° le chef de travaux d'atelier;

5° le proviseur ou sous-directeur ou le proviseur ou sous-directeur chargé principalement du 1^{er} degré ou, s'il échet, l'un d'eux, désigné par le chef d'établissement;

6° là où il n'y a pas de chef de travaux d'atelier, le chef d'atelier ou, s'il échet, un des chefs d'atelier désigné par le chef d'établissement;

7° les directeurs d'écoles fondamentales annexées non repris sous 2°;

8° un ou plusieurs membres désigné(s) par le chef d'établissement parmi :

a) les proviseurs ou sous-directeurs ou les proviseurs ou sous-directeurs chargés principalement du 1^{er} degré non visés sous 5°;

b) l'éducateur-économiste;

c) le secrétaire de direction;

d) les chefs d'atelier non visés sous 6°;

e) le coordonnateur du Centre d'éducation et de formation en alternance;

9° un ou plusieurs membres désigné(s) par le chef d'établissement parmi le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social ou paramédical.

Art. 2. Le chef d'établissement désigne, pour chaque membre effectif, un membre suppléant, parmi les membres énumérés à l'article 1^{er} qui n'ont pas été désignés comme effectifs.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le suppléant du chef d'établissement est le proviseur ou sous-directeur ou, à défaut, un membre effectif désigné par lui. Le remplaçant du chef d'établissement est lui-même remplacé par son propre suppléant.

Art. 3. Le membre qui remplace le membre effectif ou suppléant décédé ou qui a perdu la qualité pour laquelle il avait été désigné achève le mandat de son prédécesseur.

CHAPITRE II. — *Cooptation des membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement libre subventionné*

Art. 4. Lors de la première installation du Conseil de participation dans un établissement libre subventionné, le pouvoir organisateur désigne un des membres dudit Conseil comme président ou charge l'un d'eux d'exercer cette fonction à titre transitoire.

Art. 5. Les membres de droit et les membres élus des Conseils de participation des établissements organisés par la Communauté française et des établissements libres subventionnés sont invités par le président du Conseil de participation ou le membre visé à l'article 4 à lui envoyer des propositions d'organismes ou de personnes susceptibles d'y représenter l'environnement social, culturel et économique de l'établissement.

Art. 6. Le président ou le membre visé à l'article 4 fixe le délai dans lequel les propositions doivent lui être transmises.

Art. 7. Chaque proposition mentionne le nom de la personne proposée, le cas échéant l'organisme auquel elle appartient et sa raison sociale, et les fonctions qu'elle exerce, ainsi que le nom du ou des membres du Conseil de participation à l'origine de la proposition. Les propositions sont motivées.

Art. 8. A l'expiration du délai visé à l'article 6, le président ou le membre visé à l'article 4 convoque une réunion des membres élus et des membres de droit. La convocation mentionne que la réunion sera consacrée à la cooptation des membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement. Cette réunion a lieu au plus tôt le 10^e jour ouvrable qui suit l'envoi de la convocation.

Lors de cette réunion, le président ou le membre visé à l'article 4 communique l'ensemble des propositions qu'il a reçues aux membres présents. Le cas échéant, il complète ces propositions.

Art. 9. Lors de la réunion prévue à l'article 8, les membres présents désignent, parmi les personnes proposées, des représentants en fonction du nombre prévu dans le respect de l'article 69, § 2, alinéa 7, du décret.

Art. 10. Le président ou le membre visé à l'article 4 informe les personnes de leur cooptation et recueille leur assentiment. A défaut, le président ou le membre visé à l'article 4 convoque une nouvelle réunion des membres de droit et des membres élus du Conseil de participation.

Art. 11. Dans les établissements libres subventionnés dont le pouvoir organisateur a chargé un membre du Conseil de participation d'exercer les fonctions de président à titre transitoire, lorsque ledit Conseil est au complet, le pouvoir organisateur en désigne le président.

Art. 12. Tout membre représentant l'environnement social, culturel et économique peut demander la désignation d'un suppléant qui le remplacera en cas d'absence. Ce suppléant est coopté conformément aux dispositions des articles 5 à 10.

Art. 13. Tout membre représentant l'environnement social, culturel et économique qui décède, démissionne ou perd la qualité pour laquelle il avait été choisi, est remplacé conformément aux dispositions des articles 5 à 10. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

*CHAPITRE III. — Délai pour la soumission du projet d'établissement
et de ses modifications ultérieures au pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné
ou au Ministre dans l'enseignement organisé par la Communauté française*

Art. 14. Le projet d'établissement et ses modifications ultérieures sont soumis pour approbation au pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, au Ministre, dans l'enseignement de la Communauté française, dans le mois qui suit leur adoption par le Conseil.

*CHAPITRE IV. — Modification à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991
relatif à l'organisation des Conseils de participation dans l'enseignement de la Communauté française*

Art. 15. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991 relatif à l'organisation des Conseils de participation dans l'enseignement de la Communauté française est abrogé en ce qui concerne l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécial.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 3 novembre 1997.

Art. 17. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 3 novembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2845

[C — 97/29419]

3 NOVEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de Participatieraad en het inrichtingsproject in het basisonderwijs en in het secundair onderwijs en houdende de toepassing van de artikelen 69 en 70 van het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inz. op de artikelen 69 en 70;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 september 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 september 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 september 1997 over de vraag om advies dat gegeven wordt door de Raad van State binnen de termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 oktober 1997, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid Onderwijs behoort;
Gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 3 november 1997,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Leden van rechtswege van de Participatieraden
in de door de Franse Gemeenschap ingerichte schoolinrichtingen*

Artikel 1. De leden van rechtswege van de Participatieraad in de door de Franse Gemeenschap ingerichte schoolinrichtingen worden in de volgende orde aangesteld totdat het aantal wordt bereikt, overeenkomstig artikel 69, § 2, lid 7 van het decreet dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren :

- 1° het inrichtingshoofd;
- 2° de directeur van de ingelijfde basisschool of, zo nodig, de directeur van een van de ingelijfde basisscholen; aangesteld door het schoolhoofd;
- 3° de administrateur van het ingelijfde internaat;
- 4° de werkplaatsleider;
- 5° de provisor of onderdirecteur of de provisor of onderdirecteur, hoofdzakelijk belast met de 1e graad of desgevallend een van hen aangesteld door het inrichtingshoofd;
- 6° daar waar er geen werkplaatsleider is, de werkmeester of desgevallend één van de door het inrichtingshoofd aangewezen werkmeesters;
- 7° de directeurs van ingelijfde basisscholen die niet onder 2° worden opgenomen;
- 8° één of meer leden, aangesteld door het schoolhoofd, onder :
 - a) de provisors of onderdirecteurs of de provisors of onderdirecteurs hoofdzakelijk belast met de 1e graad en die niet vermeld staan onder 5°;
 - b) de opvoeder-huismeester;
 - c) de directiesecretaris;
 - d) de niet onder 6° vermelde werkmeesters;
 - e) de coördinator van het "Centre d'éducation et de formation en alternance" (Opvoedings-en opleidingscentrum alternerend Onderwijs);
- 9° een of meer leden aangesteld door het inrichtingshoofd onder het onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het psychologisch, sociaal of paramedisch personeel.

Art. 2. Het inrichtingshoofd stelt voor elk werkend lid een plaatsvervanger aan onder de in artikel 1 opgesomde leden die niet als werkend lid werden aangesteld.

In afwijking van lid 1 is de plaatsvervanger van het inrichtingshoofd de provisor of onderdirecteur, zoniet een door hem aangesteld lid. De plaatsvervanger van het inrichtingshoofd wordt door zijn eigen plaatsvervanger vervangen.

Art. 3. Het lid dat een werkend lid of een plaatsvervanger vervangt die overleden is of de hoedanigheid verloor waarvoor hij was aangesteld, beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

HOOFDSTUK II. — *Coöptatie van de leden die de sociale, culturele en economische omgeving
van de inrichting vertegenwoordigen
in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs en in het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 4. Bij de eerste instelling van de Participatieraad in een gesubsidieerde vrije inrichting stelt de inrichtende macht een van de leden van bedoelde Raad als voorzitter aan of gelast een onder hen dit ambt in een overgangsfase uit te oefenen.

Art. 5. De leden van rechtswege en de verkozen leden van de Participatieraden van de door de Franse Gemeenschap ingerichte inrichtingen en van de gesubsidieerde vrije inrichtingen worden door de voorzitter van de Participatieraad of het in artikel 4 bedoelde lid uitgenodigd hem voorstellen van organen of personen te doen geworden die er de sociale, culturele en economische omgeving van de inrichting kunnen vertegenwoordigen.

Art. 6. De voorzitter of het in artikel 4 bedoelde lid stelt de termijn vast binnen welke de voorstellen hem moeten worden overgezonden.

Art. 7. Elk voorstel vermeldt de naam van de voorgestelde persoon, desgevallend het orgaan waartoe ze behoort en de naam van de firma en de functie die ze bekleedt, alsmede de naam van het (de) lid (leden) van de Participatieraad van wie het voorstel uitgaat (uitgaan). De voorstellen worden gemotiveerd.

Art. 8. Na verloop van de in artikel 6 bedoelde termijn roept de voorzitter of het in artikel 4 bedoeld lid een vergadering bijeen van de verkozen leden en van de leden van rechtswege. De oproepingsbrief vermeldt dat de vergadering zal besteed worden aan de coöptatie van de leden die de sociale, culturele en economische omgeving vertegenwoordigen van de inrichting. Deze vergadering heeft plaats ten vroegste op de 10e dag die op het verzenden van de oproepingsbrief volgt.

Tijdens bedoelde vergadering deelt de voorzitter of het in artikel 4 bedoelde lid het geheel van de voorstellen mede die hij van de aanwezige leden heeft gekregen. Desgevallend vult hij deze voorstellen aan.

Art. 9. Tijdens de in artikel 8 bepaalde vergadering stellen de aanwezige leden onder de voorgedragen personen vertegenwoordigers aan op grond van het bepaald aantal met inachtneming van artikel 69, § 2, lid 7 van het decreet.

Art. 10. De voorzitter of het in lid 4 bedoelde lid deelt de personen mede dat zij worden gecoöpteerd en onthaalt hun toestemming. Zoniet roept de voorzitter of het in artikel 4 bedoelde lid een nieuwe vergadering bijeen.

Art. 11. In de gesubsidieerde vrije schoolinrichtingen waarvan de inrichtende macht een lid van de Participatieraad gelastte het ambt van voorzitter tijdens de overgangperiode te bekleden, stelt de inrichtende macht de voorzitter ervan aan wanneer bedoelde Raad voltallig vergadert.

Art. 12. Elk lid dat de sociale, culturele en economische omgeving vertegenwoordigt, kan de aanstelling van een plaatsvervanger vragen die hem vervangt indien hij afwezig is. Deze plaatsvervanger wordt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 t/m 10 gecoöpteerd.

Art. 13. Elk lid dat de sociale, culturele en economische omgeving vertegenwoordigt en die overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest waarvoor hij was gekozen, wordt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 t/m 10 vervangen. De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

HOOFDSTUK III. — *Termijn ter voorlegging van het inrichtingsproject en de latere wijzigingen ervan aan de inrichtende macht in het gesubsidieerde onderwijs of aan de Minister in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs*

Art. 14. Het inrichtingsproject en de latere wijzigingen ervan worden ter goedkeuring voorgelegd aan de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, aan de Minister in het onderwijs van de Franse Gemeenschap binnen de maand die volgt op de aanneming ervan door de Raad.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 7 november 1991 betreffende de organisatie van de Inspraakraden in het onderwijs van de Franse Gemeenschap*

Art. 15. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 7 november 1991 betreffende de organisatie van de Inspraakraden in het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven, wat het gewoon en buitengewoon basisonderwijs en secundair onderwijs betreft.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking op 3 november 1997.

Art. 17. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 november 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 97 — 2846

[C - 97/27653]

27 NOVEMBRE 1997

Décret modifiant le décret du 27 mars 1985 relatif au régime de pension applicable au personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Un article *2bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 27 mars 1985 relatif au régime de pension applicable au personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne :

« Art. *2bis*. L'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat est applicable, dans les conditions déterminées par ledit arrêté, aux membres du personnel de l'Office de la Navigation.

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions de l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 sont applicables de plein droit aux membres du personnel de l'Office de la Navigation. »

Art. 2. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 1989.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 novembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

(1) *Session 1997-1998 :*

Documents du Conseil 265 (1996-1997), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 19 novembre 1997.

Discussion. — Vote.